

2026-2027 : poussée inflationniste et contraction du pouvoir d'achat

Perspectives 2026-2027 pour l'économie française

Mathieu Plane, OFCE, DAP

Clémence Briodeau, OFCE, DAP

Pierre Madec, OFCE, DAP

Version en ligne de la prévision : www.ofce.fr/prev/prev2609

Dans cette prévision :

France

Contexte macroéconomique
Cadrage et prévision
Emploi

Ménages

Entreprises
Finances publiques
Commerce extérieur

International

Synthèse internationale
Politique monétaire
Finances publiques
Inflation
Marché du travail
Commerce international

Analyses Pays

Allemagne
Espagne
Royaume-Uni
États-Unis
Chine
Asie (hors Chine)

Comptes Pays

Allemagne
Espagne
France
Italie
Royaume-Uni
États-Unis

Veillez citer ce travail comme suit :

Mathieu Plane, Clémence Briodeau & Pierre Madec (2026). « 2026-2027 : poussée inflationniste et contraction du pouvoir d'achat », *Prévisions d'octobre 2026, IFE|OFCE*.

Première publication : 14 octobre 2026

Dernière modification : 13 octobre 2026

Contact

Institut Français d'économie
10 place de Catalogne
75014 Paris, FRANCE
Tel : +33 1 44 18 54 24
<https://www.ofce.fr>

2026-2027 : poussée inflationniste et contraction du pouvoir d'achat

Perspectives 2026-2027 pour l'économie française

Mathieu Plane, Clémence Briodeau & Pierre Madec

1 Une poussée inflationniste tirée par les prix de l'énergie

Après le choc inflationniste de 2022-2023, l'année 2025 a été marquée par une faible inflation (0,9 % en moyenne annuelle pour l'indice des prix à la consommation (IPC)), en raison de la baisse des prix de l'énergie et des produits manufacturés.

En début d'année 2026, l'inflation de la France est même tombée à 0,3 %, en glissement annuel, soit la plus faible de la zone euro après Chypre. Avec le déclenchement de la guerre en Iran et le blocage du Détroit d'Ormuz à partir du mois de mars, la hausse brutale des prix des hydrocarbures a généré une poussée d'inflation, celle-ci atteignant 3 %, en glissement annuel, en septembre 2026 (3,4 % pour l'IPCH), soit le rythme le plus élevé depuis début 2024 mais qui reste cependant inférieur à la moyenne de la zone euro (3,8 %).

Sur la base de notre scénario « Énergie », l'inflation en France resterait autour de 3 % jusqu'au début de l'année 2027, avant de diminuer progressivement avec le reflux des prix des hydrocarbures. L'inflation française (IPC) serait en moyenne de 2,2 % en 2026 et 1,9 % en 2027 (graphique 1). Selon notre évaluation, la seule hausse des prix de l'« Énergie » contribuerait à accroître l'inflation de 1,0 point en 2026, et la hausse des prix des « produits frais alimentaires » marquée par les mauvaises récoltes liées aux épisodes caniculaires de 0,1 point. Cette poussée inflationniste reste très concentrée sur certains produits, moins de 10 % de la consommation des ménages contribuant à la moitié de l'inflation annuelle.

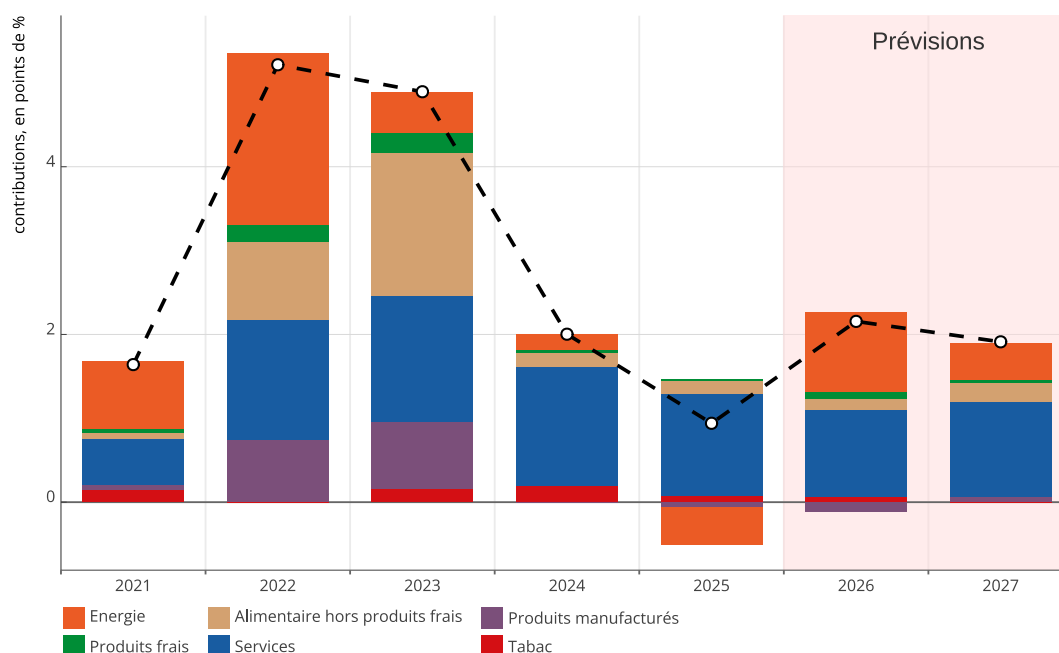
En 2027, la contribution de l'énergie et des produits frais retomberait à 0,4 point sur les 1,9 % d'inflation attendue, le relais sur les prix des autres composantes de la consommation n'étant pas suffisant pour compenser la moindre hausse des prix des produits pétroliers. Sauf à entrer dans un scénario « escalade » sur les prix des hydrocarbures,

la poussée inflationniste ne serait pas auto-entretenue, les effets de second tour étant limités. Le salaire moyen par tête (SMPT) n'augmentait que de 1,6 % en glissement annuel au 2ème trimestre 2026¹ (1,8 % pour le salaire mensuel de base), soit un rythme plus faible que l'inflation, entraînant à nouveau une baisse des salaires réels que l'on n'avait pas observée depuis 2023.

Dans un contexte de dégradation du marché du travail, de défaillances d'entreprises historiquement élevées, de taux de marge en baisse et de hausse prévue de la fiscalité sur les entreprises, nous prévoyons une réaction naturelle des salaires à l'inflation, tirée en partie par les revalorisations du SMIC, mais qui restera limitée. Ainsi le SMPT augmenterait, en moyenne annuelle, de 1,9 % en 2026 et 2,3 % en 2027.

Dans le cas d'un scénario « escalade » du conflit avec un choc « Énergie » sévère et durable, l'inflation (IPC) serait en moyenne de 2,4 % en 2026 et 2,9 % en 2027 (voir partie internationale Inflation).

Graphique 1 : Evolution de l'inflation en France et contribution des composantes



Note : La courbe en pointillés est l'inflation (IPC, en glissement annuel moyen), les barres sont les contributions des composantes.

Sources : Insee, calculs IFE-OFCE, prévision IFE-OFCE octobre 2026.

2 2026-2027 : La contraction du pouvoir d'achat se poursuit

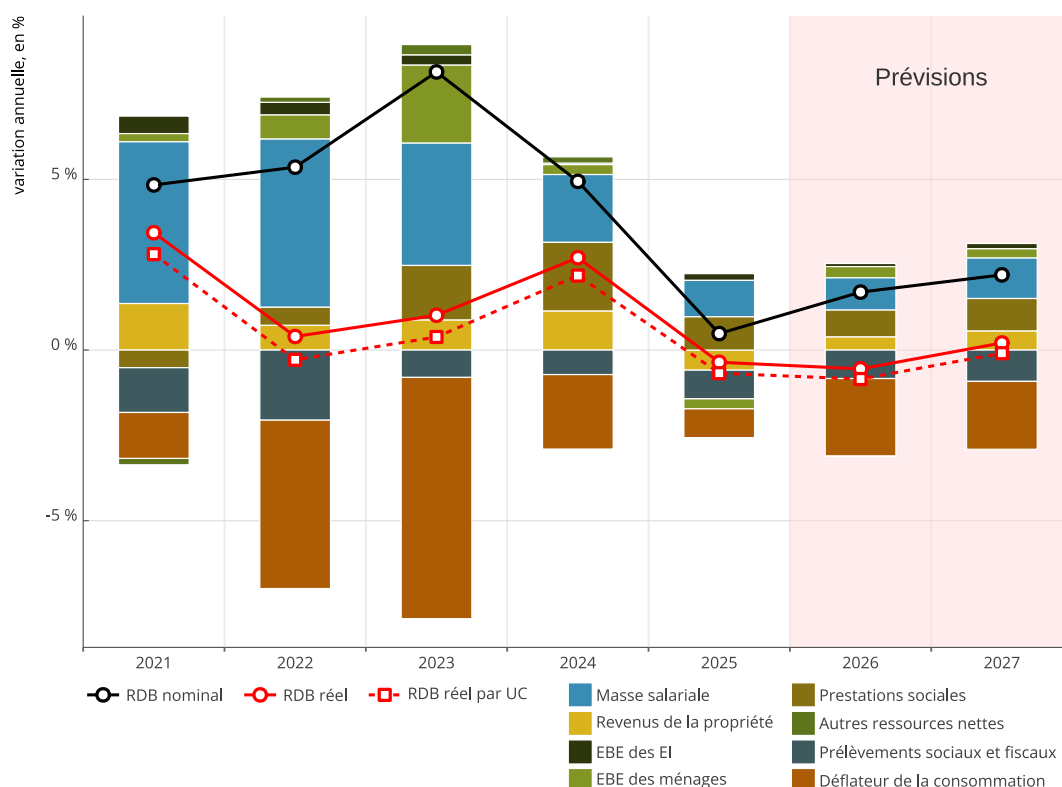
Comme en 2025, le pouvoir d'achat des ménages diminuerait en 2026, de 0,8 % par unité de consommation² (après -0,7 % en 2025) (tableau 1). Toutefois, les raisons de cette

¹Si l'on se restreint uniquement au secteur marchand non agricole, la hausse est de 1,9 %.

²Pour comparer les niveaux de vie de ménages de taille ou de composition différente, on divise le revenu par le nombre d'unités de consommation (UC). Celles-ci sont calculées de la façon suivante : 1

nouvelle baisse seraient différentes. Au cours des deux années, le pouvoir d'achat serait freiné par les destructions nettes d'emplois salariés. Mais alors que le recul observé en 2025 provenait principalement de la contraction des revenus du patrimoine³, notamment des dividendes après leur forte progression en 2024, celui de 2026 serait avant tout lié à la hausse de l'inflation (graphique 2).

Graphique 2 : Evolution du RDB réel



Sources : Insee, prévision IFE-OFCE octobre 2026.

Le salaire moyen par tête (SMPT) réel diminuerait de 0,4 % en 2026 (après +0,9 % en 2025) : la revalorisation automatique du Smic de 2,4 % le 1er juin 2026, liée à l'augmentation de l'inflation, devrait soutenir la progression des salaires en fin d'année, sans toutefois permettre de compenser la hausse des prix. Les destructions nettes d'emplois salariés (voir partie Emploi) pèseraient également sur la masse salariale en 2026 et, par conséquent, sur le pouvoir d'achat des ménages.

Dans un contexte de consolidation budgétaire et avec les faibles revalorisations des pensions de retraite de base en janvier 2026 (+0,9 %) et des autres prestations en avril (+0,8 %), les prestations sociales perdraient également en pouvoir d'achat. Elles seraient

UC pour le premier adulte du ménage, 0,5 UC pour les autres personnes de 14 ans ou plus, 0,3 UC pour les enfants de moins de 14 ans.

³Les revenus du patrimoine ne tiennent pas compte des gains en capital nets de la taxe inflationniste.

néanmoins un peu plus dynamiques fin 2026 grâce à la revalorisation des pensions de retraite complémentaire Agirc-Arrco en novembre, sous réserve d'un accord entre les partenaires sociaux. De même, les prélèvements fiscaux accélèreraient en fin d'année suite au paiement de la Contribution Différentielle sur les Hauts Revenus (CDHR).

En 2027, le pouvoir d'achat par unité de consommation reculerait légèrement (-0,1 %). Il serait tiré par la hausse des salaires réels (+0,3 %), qui limiterait les effets négatifs des nouvelles pertes nettes d'emplois sur la masse salariale. Les revenus du patrimoine resteraient dynamiques, portés par une meilleure rémunération des placements liée à la hausse des taux. Les prestations sociales devraient être davantage revalorisées en 2027 du fait de leur indexation mécanique sur l'inflation de 2026, mais leur soutien au pouvoir d'achat risque d'être limité par les mesures de consolidation budgétaire envisagées dans le Projet de Loi de Finances 2027 (PLF 2027). Les retraités seraient notamment concernés par plusieurs mesures d'économies et de hausse de fiscalité : le gel des retraites au-delà de 1 260 euros et l'abaissement du plafond de l'abattement fiscal de 10 % font partie des mesures inscrites dans le PLF 2027.

Ainsi, le pouvoir d'achat des ménages par unité de consommation baisserait pour la 3^e année consécutive, reculant de 1,6 % entre 2024 et 2027.

Tableau 1 : Compte des ménages

	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Revenu disponible brut (RDB) nominal ^a	5,4	8,1	4,9	0,5	1,7	2,2
Déflateur de la consommation	4,9	7,1	2,2	0,8	2,3	2,0
IPC	5,2	4,9	2,0	0,9	2,2	1,9
RDB réel ^{a,b}	0,4	1,0	2,7	-0,4	-0,6	0,2
RDB réel par unité de consommation^{a,b}	-0,3	0,4	2,2	-0,7	-0,8	-0,1
Consommation des ménages (en volume)	3,2	0,9	0,7	0,5	0,3	0,4
Taux d'épargne (en % du RDB)^a	16,9	17,0	18,5	17,8	17,2	17,0
Salaire moyen par tête (SMPT) nominal	5,6	4,7	2,6	1,8	1,9	2,3
SMPT réel ^b	0,6	-2,2	0,4	0,9	-0,4	0,3

^a RDB : revenu disponible brut ^b Déflaté par le déflateur de la consommation

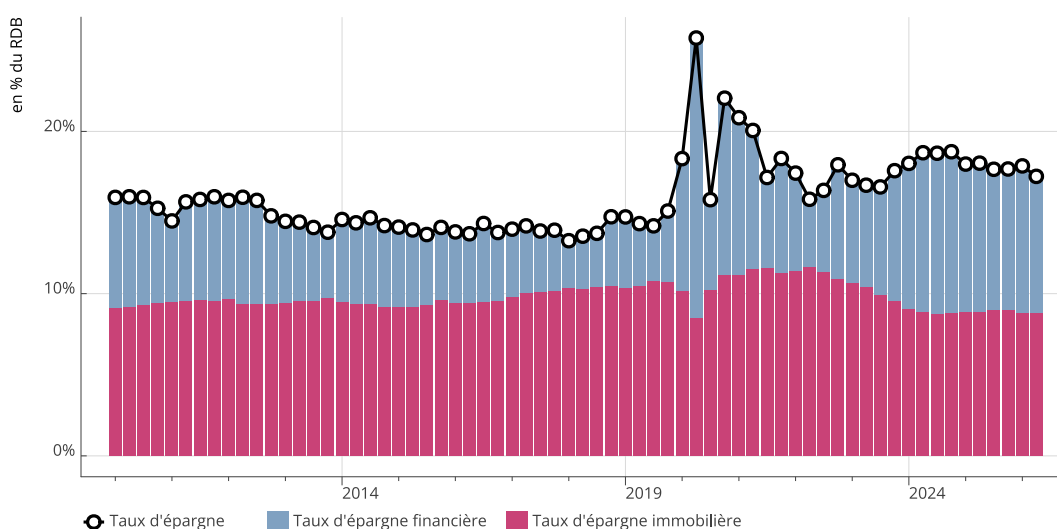
Sources : Insee, prévision IFE-OFCE octobre 2026.

Ces prévisions de pouvoir d'achat ont été réalisées dans le cadre du scénario central des prix de l'énergie qui suppose une détente progressive en 2027 (voir partie internationale Inflation). Mais dans le cas du scénario « escalade », dans lequel le baril de Brent atteindrait 118 dollars au quatrième trimestre 2026 et resterait au-dessus des 100 dollars en 2027, le pouvoir d'achat par unité de consommation diminuerait de 1,0 % en 2026 et de 0,9 % en 2027 – sous l'hypothèse que le gouvernement ne mettrait en place aucune nouvelle mesure de soutien au revenu des ménages.

3 La consommation des ménages serait atone, le taux d'épargne stable

Au premier semestre 2026, la consommation des ménages a stagné. Elle a d'abord reculé au premier trimestre (-0,3 %), sous l'effet notamment de la baisse des dépenses en énergie, favorisée par un hiver plus doux, et en carburant (graphique 3, *Consommation*). Au deuxième trimestre, malgré le choc inflationniste lié au conflit au Moyen-Orient, elle a ensuite légèrement rebondi (+0,3 %), les ménages ayant puisé dans leur épargne pour maintenir à court terme leur consommation face à la baisse de leur pouvoir d'achat (-0,5 %). Le taux d'épargne s'est ainsi nettement replié, passant de 17,9 % du revenu disponible brut (RDB) au premier trimestre à 17,2 % au deuxième trimestre 2026. Le taux d'épargne immobilière s'est maintenu à 8,8 % du RDB, comme depuis 2024, et les ménages ont ajusté leur taux d'épargne financière : il a reculé à 8,5 % du RDB (après 9,1 % au trimestre précédent), un niveau qui reste cependant deux fois supérieur à celui d'avant la crise sanitaire (graphique 3, *Taux d'épargne*).

Graphique 3 : Taux d'épargne et consommation des ménages



Note : Le taux d'épargne financière est le rapport entre la capacité de financement des ménages et le revenu disponible brut (non ajusté). Veuillez retrouver ce graphique sur www.ofce.fr/prev/prev2609/france/menages.html
Sources : Insee, prévision IFE-OFCE octobre 2026.

Pour le troisième trimestre 2026, les données conjoncturelles de l'Insee sur la consommation en biens en juillet (+0,4 %) et août (-0,5 %) nous conduisent à relever notre prévision de consommation totale des ménages par rapport à ce qu'indique notre équation⁴ ; ainsi, le taux d'épargne diminuerait de 0,4 point de RDB sur le trimestre. Sur l'ensemble de l'année 2026, la consommation des ménages ralentirait (+0,3 %, après +0,5 % en 2025), mais progresserait plus rapidement que le pouvoir d'achat. Le taux

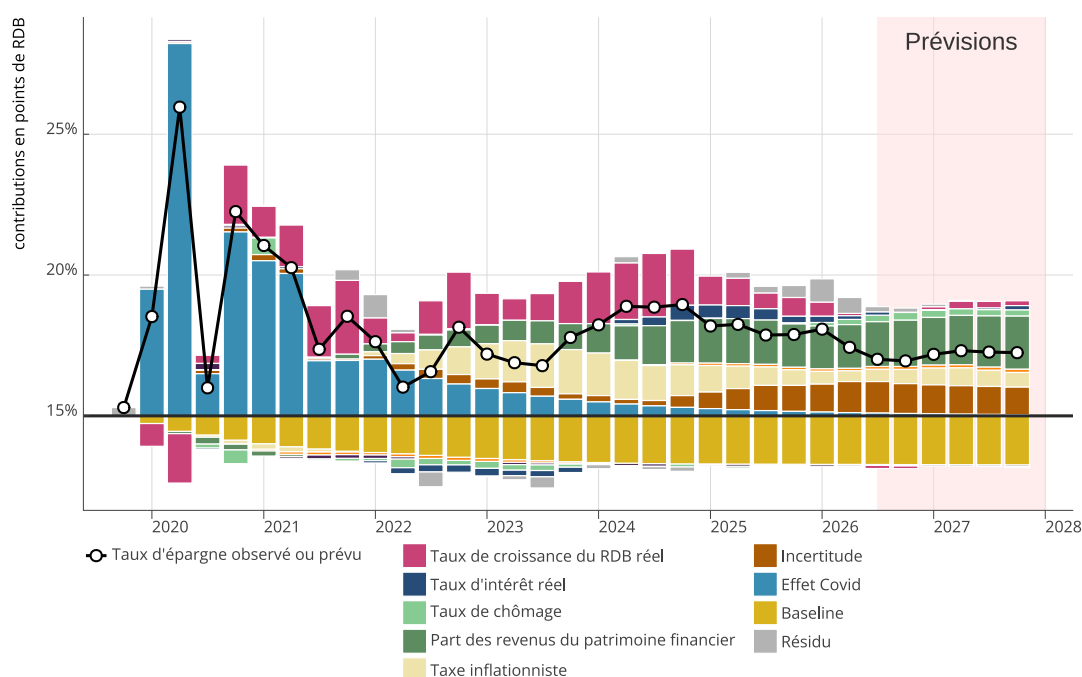
⁴Nous prévoyons donc une hausse de la consommation des ménages de 0,2 % au troisième trimestre 2026, tandis que notre équation indiquait une baisse de 0,1 %.

d'épargne s'établirait à 17,2 % du RDB en 2026, en baisse par rapport à 2025 (17,8 %) et au pic observé en 2024 (18,5 %).

En 2027, la consommation des ménages progresserait toujours faiblement (+0,4 %). Les éléments de soutien resteraient limités, dans un contexte de stagnation du pouvoir d'achat. À l'inverse, plusieurs facteurs inciteraient les ménages à épargner : l'augmentation de la part des revenus financiers dans le RDB, ces derniers étant davantage épargnés, la hausse du taux de chômage qui renforcerait l'épargne de précaution, et la remontée des taux d'intérêt nominaux (graphique 4)⁵. Le taux d'épargne resterait donc relativement stable en prévision. Fin 2027, il atteindrait 17,0 % du RDB, soit 0,2 point en dessous de son niveau actuel mi-2026 et toujours 2,4 points au-dessus de son niveau pré-Covid.

Cette prévision suppose toutefois que l'incertitude nationale resterait à son niveau du troisième trimestre 2026 jusqu'à fin 2027. En cas de remontée de l'incertitude, le taux d'épargne pourrait augmenter à 17,3 % du RDB au quatrième trimestre 2027 (voir encadré).

Graphique 4 : Contributions à l'évolution du taux d'épargne par rapport au T4 2019



Lecture : Au T2 2026 le taux d'épargne des ménages est 2,1 points au-dessus de son niveau du T4 2019, notamment en raison de la hausse de la part des revenus du patrimoine financier dans le revenu (1,6 point), de l'incertitude (1,1 point), de l'inflation (0,4 point) et de la hausse du taux de chômage (0,2 point).

Note : La décomposition découle de l'estimation de l'équation de consommation (sur la période 1991-2025). Baseline correspond à l'évolution du taux d'épargne si toutes les exogènes étaient restées à leur niveau du T4 2019.

Sources : Insee, prévision IFE-OFCE octobre 2026.

⁵Pour plus de détails sur la modélisation, voir C. Briudeau (2025), « Comment expliquer le taux d'épargne élevé en France ? », *Revue de l'OFCE*, 191.

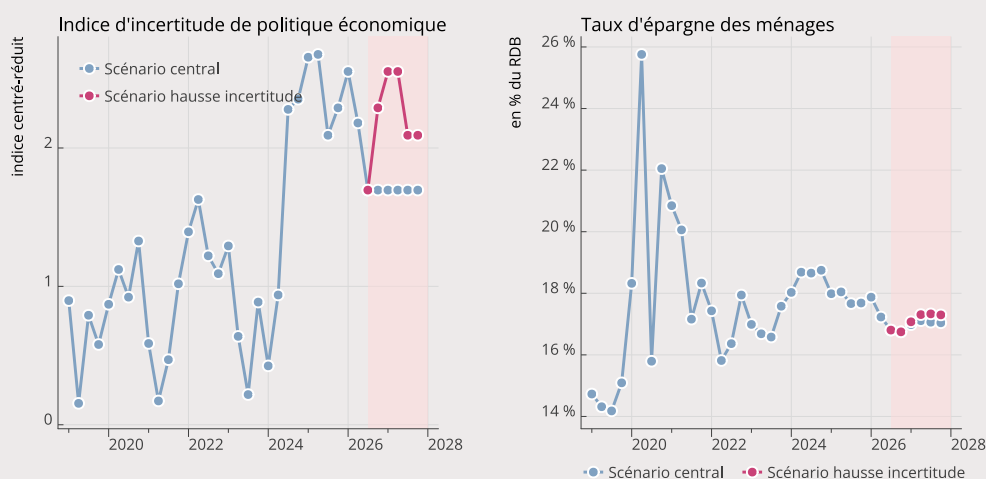
Encadré 1: Quel serait l'impact d'une remontée de l'incertitude nationale ?

Depuis la dissolution de l'Assemblée nationale en juin 2024, l'instabilité politique s'est accompagnée d'une hausse de l'incertitude en France. Si l'indice d'incertitude de politique économique nationale, calculé par Baker, Bloom et Davis^(a), a fortement augmenté, il présente également un profil trimestriel récurrent depuis la dissolution. Il remonte au quatrième trimestre pendant le processus budgétaire, puis continue d'augmenter au premier trimestre de l'année suivante, l'adoption des budgets 2025 et 2026 ayant été retardée à février avec la transition par une Loi spéciale. L'incertitude diminue ensuite aux deuxième et troisième trimestres avec l'atténuation des tensions politiques.

Dans notre scénario central, nous maintenons en prévision l'indice d'incertitude nationale à son niveau du troisième trimestre 2026. Nous étudions ici une variante dans laquelle la dynamique d'incertitude observée depuis la dissolution se prolongerait pour fin 2026 et 2027. Dans ce scénario « hausse de l'incertitude », l'indice retrouverait au quatrième trimestre 2026 son niveau du quatrième trimestre 2025, puis atteindrait au premier trimestre 2027 son niveau du premier trimestre 2026. L'élection présidentielle conduirait toutefois à maintenir l'incertitude à un niveau élevé au deuxième trimestre 2027, avant une baisse au second semestre.

Cette remontée de l'incertitude de politique économique nationale se traduirait par une hausse du taux d'épargne, qui atteindrait 17,3 % du RDB fin 2027, soit 0,3 point de plus que dans le scénario central. Par rapport au scénario central, la consommation serait réduite de 0,25 point en 2027, ce qui réduirait la croissance du PIB de 0,1 point supplémentaire.

Graphique 5 : Impact d'une remontée de l'incertitude sur le taux d'épargne



Sources : www.policyuncertainty.com, prévision IFE-OFCE octobre 2026.

Sources : Insee, prévision IFE-OFCE octobre 2026.

(a) Scott R. Baker, Nicholas Bloom, Steven J. Davis, Measuring Economic Policy Uncertainty, The Quarterly Journal of Economics, Volume 131, Issue 4, November 2016, Pages 1593–1636.

4 Le repli de l'investissement des ménages se poursuit

Quasiment stable en 2025 (+0,1 %), l'investissement des ménages s'est fortement contracté au premier semestre 2026 (-1,6 % au T1, -0,4 % au T2). Il devrait poursuivre sa baisse, plus mesurée, au second semestre 2026 (-0,1 % au T3, -0,2 % au T4), puis reculer de 0,1 % chaque trimestre de 2027. Au total, la FBCF des ménages chuterait de 1,3 % en 2026, puis de 0,5 % en 2027, contribuant à affaiblir la demande interne française.

Les indicateurs conjoncturels du secteur confirment ce nouveau retournement du cycle de la construction, amorcé début 2026. Les permis de construire, qui s'élevaient à 373 600 unités en cumul sur douze mois en mars, sont retombés à 354 800 en août (-5 % en cinq mois). Les mises en chantier, elles, continuent de progresser sur la même période (de 255 800 à 289 600, soit +13 %), portées par l'écoulement des permis accordés en 2025. L'écart entre les deux séries, très creusé en 2025, se résorbe donc par le haut pour les mises en chantier et par le bas pour les permis (graphique 6 a). Ce décalage classique laisse présager un nouveau ralentissement de la production de logements neufs dans les prochains trimestres.

Après un point bas à 2,98 % en octobre 2025 — son niveau le plus bas depuis la remontée de 2022-2023 —, le taux des nouveaux crédits à l'habitat s'est redressé mois après mois, jusqu'à 3,18 % en juillet 2026, sans qu'aucun palier ne se dessine alors même que l'effet de diffusion de la hausse des taux courts et longs sur le marché des crédits aux ménages est progressif (graphique 6 b). Les enquêtes de conjoncture dans le bâtiment vont dans le même sens : après un rebond en 2025, la demande de logements neufs et les perspectives de mises en chantier dans la promotion immobilière se sont à nouveau dégradées depuis le début de l'année, à respectivement 65 et 79 au solde d'opinion en juillet. Ces niveaux restent nettement inférieurs à ceux d'avant la remontée des taux de 2022-2023 (graphique 6 c). Le volume de nouveaux crédits à l'habitat reflète aussi cette atonie : après avoir dépassé 15 Md€ certains mois de 2025, il oscille entre 12,5 et 15 Md€ par mois sur les sept premiers mois de 2026, sans tendance haussière (graphique 6 d).

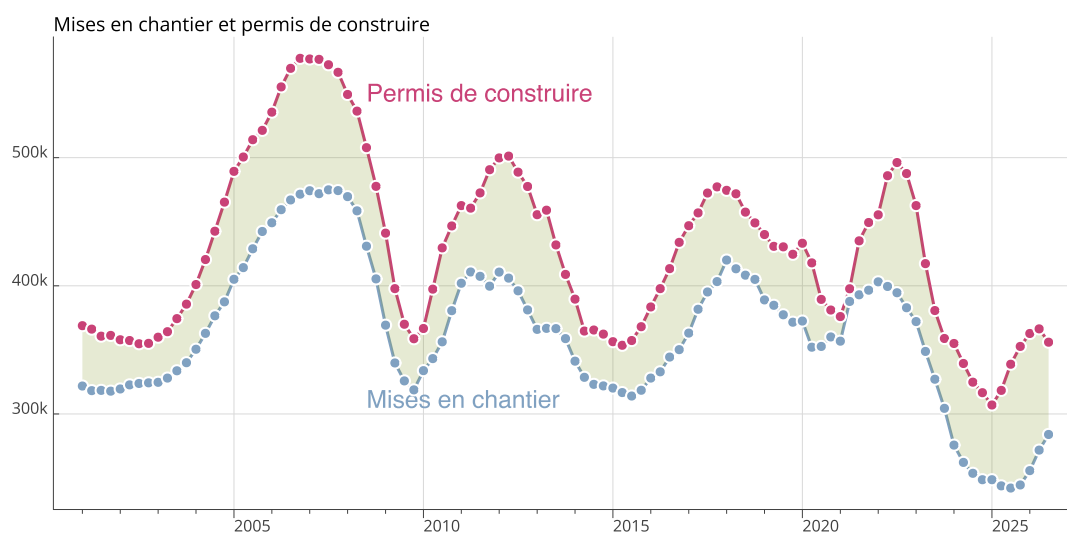
Ce tableau est aggravé par l'érosion du pouvoir d'achat et la dégradation du marché du travail : le revenu disponible réel par unité de consommation a reculé d'environ 2 % depuis son point haut de fin 2024, tandis que le taux de chômage est passé de 7,4 % au T3 2024 à 8,3 % au T2 2026, son plus haut niveau depuis 2020. Dans ce contexte, l'investissement logement des ménages, qui avait apporté une contribution modeste mais positive à la croissance du PIB au second semestre 2025 (+0,02 à +0,03 point), est redevenu un frein à l'activité au premier semestre 2026 (-0,07 point au T1, -0,02 point au T2).

Ces trois déterminants iraient dans le même sens sur l'ensemble de l'horizon de prévision : la remontée des taux d'intérêt se poursuivrait ; les destructions nettes d'emplois se prolongeraient en 2027 (voir partie Emploi) ; et le pouvoir d'achat des ménages resterait dégradé, après son repli de 2026. Cette convergence de facteurs

défavorables entretiendrait la contraction de l'investissement logement des ménages jusqu'en 2027.

Ce diagnostic est corroboré par un modèle à correction d'erreur estimé spécifiquement sur l'investissement logement des ménages. Il met en évidence le même double canal : un écart au sentier de long terme (taux, prix immobiliers) resté jusqu'ici proche de la normale, et une contribution de l'enquête de conjoncture dans la promotion immobilière qui s'érode sans se renouveler, faute de rebond du climat des affaires dans la filière.

Graphique 6 : Eléments conjoncturels du secteur du logement résidentiel



Note : Veuillez retrouver ce graphique sur www.ofce.fr/prev/prev2609/france/menages.html

Sources : Insee, prévision IFE-OFCE octobre 2026.